



Invitation presse

Conférence de presse au Bureau d'Information du Parlement européen
Lundi 7 Mars 2016 - 11h30-12h30
288, Boulevard Saint-Germain, Paris

L'Europe sans glyphosate?

Pourquoi la France doit s'opposer au renouvellement de l'autorisation de cette substance dangereuse

À l'initiative de **Michèle Rivasi** (députée européenne Verts/ALE)
avec

André Cicoella (Réseau Environnement Santé)

Karima Delli (députée européenne Verts/ALE)

Marie-Jeanne Husset (Women in Europe for a Common Future)

François Veillerette (Génération futures)

Les 7 et 8 mars 2016, les experts des États membres, réunis au sein du Comité permanent de la Commission européenne (Standing Committee on Plants, Animals, Food and Feed, PAFF Committee, en Anglais) décideront de renouveler ou non l'autorisation du glyphosate pour les 15 prochaines années à venir.

Ce principe actif, qui est entre autres présent dans l'herbicide le plus commercialisé au monde, le Round Up de l'entreprise Monsanto, a été classé comme "cancérogène probable" par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en mars 2015.

Pourtant, les experts des États membres et la Commission européenne sont sur le point d'autoriser de nouveau le glyphosate dans l'Union européenne sur la base du rapport de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (AESA) publié en novembre 2015 et qui affirme, contrairement à l'OMS, que le glyphosate "n'est probablement pas cancérogène".

Le rapport de l'AESA souffre de nombreuses lacunes dont la non-transparence des experts et la non-possibilité d'accéder à certaines études au nom du "secret des affaires." En outre, nous voudrions mettre en avant le fait que, même si l'AESA, en sa qualité d'évaluateur des risques, conclut que le glyphosate n'est "probablement pas cancérogène", son rapport pointe du doigt plusieurs risques liés à l'utilisation de cette substance.

Dans ces conditions, en tant que représentant-e-s de la société civile et députés européennes, nous alertons directement le Ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll, qui dépêchera des experts à Bruxelles, de se prononcer contre le renouvellement de l'autorisation du glyphosate.

En 2016, il est grand temps de se détourner de l'agriculture intensive gourmande en pesticides. Le moment est venu de mettre en place des pratiques agricoles qui protègent à la fois la santé des agriculteurs et des consommateurs aussi bien que l'environnement.

D'ores et déjà, aussi bien la société civile que les parlementaire européens ont engagé des actions concrètes pour s'opposer à un renouvellement de l'autorisation du glyphosate.

